

Lettonie / Sommet-OTAN

L'OTAN se félicite des progrès accomplis dans le cadre du Dialogue méditerranéen

Riga, 30 nov -(MAP)- Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord, se sont félicités, mercredi à Riga, "des progrès accomplis dans la mise en place du cadre plus ambitieux et plus large pour le Dialogue méditerranéen approuvé au Sommet d'Istanbul", soulignant leur attachement à ce processus.

Lancé en 2004, à l'occasion de la réunion ministérielle de Bruxelles, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN a largement contribué à instaurer la confiance et la coopération entre l'Alliance atlantique et ses sept partenaires de la région méditerranéenne, à savoir le Maroc, l'Algérie, l'Egypte, la Tunisie, la Jordanie, la Mauritanie et Israël.

Le concept de ce Dialogue se fonde sur la conviction des Alliés que la sécurité en Europe est étroitement liée à la sécurité dans la région méditerranéenne. Dans la Déclaration finale du sommet de Riga, les dirigeants des pays alliés ont souligné leur intention d'"appliquer l'approche pragmatique nouvelle" en vue de renforcer les relations les pays du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative de Coopération d'Istanbul (ICI) ainsi qu'avec les pays de contact intéressés.

Lancée lors du sommet de l'OTAN à Istanbul en 2004, l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), favorise une coopération bilatérale concrète avec les pays de la région qui sont intéressés, en commençant par les pays membres du Conseil de coopération du Golfe.

Rappelant que depuis le Sommet d'Istanbul, "les compétences de l'OTAN en matière de formation se sont encore développées", les Alliés ont souligné que leur partenariat avec les pays de la région du Moyen-Orient élargi "a mûri et a gagné en importance pour les opérations et les missions de l'OTAN".

"C'est pourquoi, ajoute la Déclaration de Riga, nous avons lancé aujourd'hui l'initiative OTAN de coopération en matière de formation pour la modernisation des structures de défense et la formation des forces de sécurité", réaffirmant que "l'Alliance se tient prête à partager ses compétences en matière de formation, dans un esprit de coappropriation et en tenant compte des ressources disponibles, avec les partenaires de la région du Moyen-Orient élargi qui prennent part au DM ou à l'ICI".

A ce propos, les 26 pays membres de l'OTAN ont annoncé la mise en place au profit de ses partenaires et des pays de l'Alliance, dans le cadre d'"une approche évolutive et progressive fondée sur les structures et programmes existants", un réseau d'activités OTAN de formation étendu.

La première phase de ce réseau d'activités "consistera à élargir la participation de ces partenaires dans le cadre des programmes pertinents d'entraînement et de formation, des activités de partenariat et des installations d'entraînement des Alliés d'une manière qui réponde aux besoins des Alliés et des partenaires, ainsi qu'à établir un département du Moyen-Orient au Collège de défense de l'OTAN".

Dans la deuxième phase, l'OTAN "pourrait envisager de soutenir la création d'un centre de coopération pour la sécurité dans la région, qui appartiendrait aux pays du DM et de l'ICI, avec un financement régional et une aide de l'OTAN".

"Une décision sur la contribution à la création d'un centre ainsi soutenu par l'OTAN serait fondée sur des considérations politiques générales, un travail préparatoire approprié au niveau de l'Alliance et avec les partenaires, et sur l'expérience acquise, à tous égards, lors de la première phase", ajoute la Déclaration, précisant que diverses sources de financement, y compris un financement volontaire, par exemple les fonds d'affectation spéciale, seront envisageables entre partenaires.

Rappelant que la politique de l'OTAN en matière de partenariat, de dialogue et de coopération est "essentielle à la réalisation de l'objectif et des tâches de l'Alliance", les pays alliés n'ont pas manqué de souligner que "les partenariats de l'OTAN, dont l'utilité ne se dément pas, contribuent à la stabilité et à la sécurité dans l'ensemble de la région euro-atlantique et au-delà".

La preuve en est que "les missions et opérations de l'OTAN ont également démontré l'importance politique et opérationnelle de ces relations : dix-huit pays extérieurs à l'Alliance fournissent des forces et apportent un soutien pour les opérations et missions, et d'autres se sont dits intéressés par une coopération plus étroite avec l'OTAN".

Dans cet esprit, les pays alliés ont chargé le Conseil en session permanente de poursuivre le développement de cette politique, notamment d'"exploiter pleinement les potentialités politiques et pratiques des programmes de coopération existants de l'OTAN et ses relations avec les pays de contact, conformément aux décisions du Sommet d'Istanbul".

Ils ont également appelé à donner une plus grande pertinence opérationnelle aux relations avec les pays non membres de l'OTAN, y compris les pays de contact intéressés et à rendre l'OTAN mieux à même de fournir des avis pratiques et une assistance en matière de défense et de sécurité dans les pays et les régions où elle est engagée.

Réaffirmant leur engagement à continuer à suivre de près la manière dont tous les partenaires tiennent leurs engagements s'agissant des valeurs et des principes qu'ils ont adoptés en adhérant au CPEA et au PPP, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord se sont par ailleurs félicités des progrès accomplis par les pays ayant souscrit à un plan d'action individuel pour le partenariat.

Dans ce cadre, ils ont salué les initiatives visant à renforcer la coopération, la sécurité et la stabilité dans la région de la mer Noire.